

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Mai 1992
vol. 12 n^o 5

May 1992
Vol. 12 No. 5

Canada



Insolvency

BULLETIN

sur l'insolvabilité

Mai 1992
vol. 12 n° 5

May 1992
Vol. 12 No. 5



Consommation et
Affaires commerciales
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
Ministère de la Consommation
et des Affaires commerciales.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4743
1-819-997-3825

Table des matières

Table of Contents

Dans quelle mesure la décision Lamford
Forest Products Ltd. est-elle rassurante
pour les syndicats de faillite?
par Derrick C. Tay 229

Une tendance souhaitable dans les décisions
récentes des tribunaux de juridiction criminelle
par Carol Childerson 235

Statistiques — mois de février 1992 239

Adresse des bureaux du Surintendant
des faillites A-1

Avis à l'éditeur d'un changement
d'adresse A-2

How Comforting is the Lamford Forest
Products Ltd. Decision to Trustees
in Bankruptcy?
by Derrick C. Tay 229

Desirable Trends in Current Criminal
Court Decisions
by Carol Childerson 235

Statistics — month of February 1992 239

Address of Offices of the Superintendent
of Bankruptcy A-1

Notice to Publisher of Change
of Address A-2

Dans quelle mesure la décision Lamford Forest Products Ltd. est-elle rassurante pour les syndics de faillite?

*par Derrick C. Tay**

Depuis la publication de la décision récente de l'honorable juge Harvey, de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, dans l'affaire de la faillite de Lamford Forest Products Ltd. («Lamford»), non publiée [1991] B.C.J. n° 3681, certains syndics de faillite («syndics») semblent avoir l'impression que le tribunal a reconnu le principe général selon lequel le syndic ne devrait pas être tenu personnellement responsable des problèmes liés à l'environnement causés par l'actif du failli qu'il administre. Outre qu'il s'agit d'une généralisation hâtive de la décision du tribunal en l'espèce, ce point de vue pourrait aussi être très dangereux car toute assurance donnée par le tribunal dans l'affaire Lamford est plutôt limitée et ne tient probablement qu'à cette affaire.

Les faits et les enjeux

Lamford est propriétaire du terrain d'une scierie à Sooke (Colombie-Britannique) où elle a exploité une scierie pendant un certain nombre d'années jusqu'à ce qu'elle décide de faire une cession volontaire de ses biens. À cause des activités liées au traitement du bois à la scierie, l'emplacement est maintenant contaminé par des métaux lourds, des chlorophénols, des hydrocarbures et d'autres substances toxiques; des BPC et d'autres déchets spéciaux sont également entreposés sur le terrain.

* Me Tay est avocat et associé de la firme Osler, Hoskin & Harcourt, de Toronto.

How Comforting is the Lamford Forest Products Ltd. Decision to Trustees in Bankruptcy?

*by Derrick C. Tay**

Since the release of the recent decision of the Honourable Mr. Justice Harvey of the British Columbia Supreme Court in the matter of the bankruptcy of Lamford Forest Products Ltd. ("Lamford") unreported (1991) B.C.J. No. 3681, some trustees in bankruptcy ("trustees") appear to be under the impression that the Court has recognized a general principle that trustees should not be personally liable for the environmental problems of the bankrupt estates which they administer. Apart from being an over generalization of the Court's findings in that case, that view could also be a very dangerous one to hold since any comfort given by the Court in the Lamford case is quite limited and arguably restricted to those particular facts.

The Facts and the Issues

Lamford owns a mill site at Sooke, British Columbia where it operated a sawmill for a number of years until it made a voluntary assignment into bankruptcy. As a result of activities connected with the treatment of lumber at the sawmill, the site is now contaminated by heavy metals, chlorophenols, hydrocarbons and other toxic substances. PCB's and other special wastes are also stored on the site.

* Mr. Derrick C. Tay is a lawyer and partner of the firm Osler, Hoskin & Harcourt in Toronto.

Après que Lamford eut fait une cession volontaire de ses biens, le directeur régional de la gestion des déchets du ministère provincial de l'Environnement (le «Ministère») a émis une ordonnance de réduction de la pollution (l'«ordonnance») en vertu de la Loi sur la gestion des déchets (*Waste Management Act* de la Colombie-Britannique). L'ordonnance obligeait Lamford à effectuer des évaluations pour déterminer l'importance et l'ampleur des dommages à l'environnement sur le terrain et pour régler le problème de contamination conformément à la loi.

Il est intéressant d'observer que, même si Lamford avait fait une cession volontaire de ses biens, aucun syndic n'était disposé à prendre en main le dossier. C'est ainsi qu'une entente complexe et inhabituelle a dû être établie avec le tribunal, avec l'aide du Bureau du surintendant des faillites, pour que le séquestre officiel prenne charge de l'actif et que soit nommé un surveillant. Ce surveillant avait fait un examen préliminaire du terrain, mais les résultats de l'examen n'étaient pas très concluants. Tout ce qui pouvait être affirmé à ce moment-là, de dire le tribunal, c'est que le coût des mesures correctives était incertain et que, jusqu'à ce que les travaux soient bien entamés ou achevés, il était impossible de le connaître. Le tribunal a également mentionné que le coût des travaux pourrait absorber tout le produit de la liquidation sans que les créanciers privilégiés ou garantis puissent être payés, ou même que les travaux pourraient excéder de beaucoup ce produit.

Étant donné cette situation inhabituelle, le séquestre officiel a présenté une requête au tribunal pour qu'il détermine :

1. dans quelle mesure, s'il y a lieu, un syndic peut être tenu personnellement responsable des dépenses entraînées par les mesures visant à corriger les dommages à l'environnement au-delà des fonds réalisables à partir de l'actif du failli;
2. quelle priorité auraient les frais des mesures correctives par rapport à d'autres réclamations dans une faillite.

Si les deux questions sont très intéressantes, la première préoccupe probablement davantage les syndics.

After Lamford had made a voluntary assignment into bankruptcy, the Regional Waste Manager of the provincial Ministry of Environment (the "Ministry") issued a Pollution Abatement Order (the "Order") pursuant to the *Waste Management Act* of British Columbia. The Order required Lamford to carry out assessment studies to determine the significance and extent of environmental damage to the site and to manage the contamination in accordance with the *Waste Management Act*.

It is interesting to note that, although Lamford had made a voluntary assignment into bankruptcy, no trustee was willing to take on this assignment. As a result, a complex and unusual arrangement had to be worked out with the Court and the help of the Superintendent of Bankruptcy's office for the Official Receiver to be responsible for the estate and for the appointment of a monitor. That monitor had conducted a preliminary survey of the site but the results of the survey were, at best, inconclusive. The Court determined that the best that could be said at that time was that the cost of remediation was uncertain and that until the work was substantially under way or completed, the cost could not be ascertained. It also noted that the cost of the work could absorb all the liquidation proceeds without payment to either preferred or secured creditors or even substantially exceed such proceeds.

Given this unusual set of circumstances, the Official Receiver brought an application before the Court to determine:

1. to what extent, if any, a trustee will be held personally liable for the expenses of remediation of the environmental damage beyond the funds realizable from the estate of the bankrupt; and
2. where the cost of remedying the environmental damage would rank as against other claims in a bankruptcy.

While both questions are extremely interesting, the first is probably of greatest concern to trustees.

La question de la responsabilité personnelle du syndic

L'argument avancé par le séquestre officiel est que le syndic ne devrait pas être tenu personnellement responsable du nettoyage du terrain contaminé puisque l'article 22(1)a) de la *Loi sur la gestion des déchets*, en vertu de laquelle l'ordonnance a été accordée, ne touche que la personne qui a la possession, la responsabilité ou le contrôle de la substance au moment où elle a été rejetée, ou qu'elle a été émise, déversée, déposée, vidangée, abandonnée ou apportée dans l'environnement. Or, comme le syndic n'a pas eu la possession, la responsabilité ou le contrôle des produits chimiques toxiques au moment où ils ont été rejetés dans l'environnement, le syndic ne peut être tenu personnellement responsable financièrement du nettoyage des lieux contaminés si le coût dépasse celui de l'actif.

La position adverse prise par le ministère était que l'ordonnance lie le propriétaire du terrain et tous ses ayants droit y compris le syndic du propriétaire. D'après le paragraphe 71(2) de la *Loi sur la faillite*, qui attribue les biens du failli au syndic, le ministère a soutenu que le syndic prend la place du failli et que, par conséquent, il lui appartient de se conformer à l'ordonnance. Le tribunal a maintenu que le paragraphe 71(2) n'oblige pas personnellement le syndic à prendre les mesures correctives nécessaires. Il a expliqué que, de la même façon qu'un syndic ne devient pas personnellement responsable des autres dettes du failli, il ne peut être tenu personnellement responsable du coût du nettoyage au-delà des fonds réalisables avec l'actif.

À noter toutefois que cette conclusion du tribunal ne visait que l'effet et l'application du paragraphe 71(2) de la *Loi sur la faillite* et non la *Loi sur la gestion des déchets* ou toute autre loi sur l'environnement. On peut présumer que le ministère ne s'est pas préoccupé d'invoquer la responsabilité en se fondant sur la *Loi sur la gestion des déchets* étant donné que l'article d'après lequel l'ordonnance a été rendue ne vise clairement que la personne qui a la possession, la responsabilité ou le contrôle de la matière au moment où elle est rejetée dans l'environnement. En l'espèce, tous les dommages avaient déjà été faits

The Issue of the Trustee's Personal Liability

The argument put forward by the Official Receiver is that the trustee should not have any personal liability for the clean up of the contaminated site since Section 22(1)(a) of the *Waste Management Act* pursuant to which the Order was granted only affects "the person who had possession, charge or control of the substance at the time it escaped or was emitted, spilled, dumped, discharged, abandoned or introduced into the environment". The argument followed that since the trustee did not have possession, charge or control of the toxic chemicals at the time that they were released into the environment, the trustee could not be held personally financially responsible for the clean up of the damage beyond the assets of the estate.

The contrary position taken by the Ministry was that the Order is binding on the land owner and all successors in interest including the owner's trustee. Based on Section 71(2) of the *Bankruptcy Act*, which vests the assets and property of the bankrupt in the trustee, the Ministry took the position that the trustee stands in the shoes of the bankrupt and, accordingly, is responsible to comply with the Order. The Court took the position that Section 71(2) does not impose personal liability on the trustee for remediation of the damaged property. The Court reasoned that, in the same way that a trustee does not become personally liable for any other debts of the bankrupt, the trustee cannot be held personally liable for the costs of clean up beyond the funds realizable from the estate.

Note, however, that this finding of the Court was in response only to the effect and application of Section 71(2) of the *Bankruptcy Act* and not in response to the *Waste Management Act* or any other environmental statute. Presumably, the Ministry did not bother arguing liability on the basis of the *Waste Management Act* since the section pursuant to which the Order was granted clearly only deals with the person who had possession, charge or control of the substance at the time it was discharged into the environment. Here, all the damage had already been done prior to the trustee taking possession, charge

avant que le syndic prenne possession, responsabilité ou contrôle des biens et, par conséquent, le ministère n'aurait pas eu le pouvoir de rendre l'ordonnance contre le syndic en personne. Il lui fallait donc s'en remettre à un argument fondé sur le paragraphe 71(2) de la *Loi sur la faillite*.

Par conséquent, ce principe ne serait pas très utile à un syndic en Ontario, par exemple, où la *Loi sur la protection de l'environnement* (Ontario) élargit beaucoup plus la notion de responsabilité. En fait, dans la décision Lamford, le juge reconnaît implicitement que les lois relatives à l'environnement pourraient très bien, de façon explicite, rendre un syndic personnellement responsable. Le tribunal a fait observer en l'espèce que, pour ce qui est de l'élimination des BPC entreposés sur le terrain, le syndic pourrait très bien être assujéti à d'autres lois, comme la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*, la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, la *Loi sur les pêches* ou même d'autres dispositions de la *Loi sur la gestion des déchets* de la Colombie-Britannique. Cela étant dit, le tribunal n'est pas allé jusqu'à parler de la responsabilité éventuelle du syndic dans le cadre de l'une ou l'autre de ces lois.

Il faut signaler que la conclusion du tribunal dans l'affaire Lamford en ce qui concerne la responsabilité personnelle du syndic par rapport à l'environnement est fondé uniquement sur une interprétation d'une disposition de la *Loi sur la faillite* et non sur l'énoncé d'un principe général de droit.

La priorité du coût des mesures correctives dans une faillite

On a soutenu devant le tribunal qu'il y a trois façons possibles par lesquelles le coût de nettoyage du terrain pourrait être classé dans le cadre de la *Loi sur la faillite* : le coût administratif, une réclamation de Sa Majesté, ou une loi d'application générale de la province, à laquelle on doit obtempérer. Le tribunal a décidé en l'espèce que le coût des mesures correctives ne serait pas un coût administratif ou une réclamation de Sa Majesté. À noter encore une fois que ces deux conclusions ont été énoncées d'après les faits précis en l'espèce et ne doivent pas être consi-

or control of the property and, accordingly, the Ministry would not have had any authority to issue the Order against the trustee personally. It, therefore, had to fall back on the argument based on Section 72(2) of the *Bankruptcy Act*.

Accordingly, this principle would not be helpful to a trustee's situation in Ontario, for example, where the *Environmental Protection Act* (Ontario) imposes a much broader net of liability. In fact, in the Lamford decision, the Judge implicitly recognized that environmental statutes might, in fact, by their very terms, impose personal liability on a trustee. Specifically, the Court commented that, with regard to the disposal of the PCB's stored on the site, the trustee could well fall within the scope of other legislation such as the *Canadian Environmental Protection Act*, the *Transportation of Dangerous Goods Act*, the *Canada Water Act*, the *Fisheries Act*, or even other provisions of the *British Columbia Waste Management Act*. Having pointed that out, the Court refrained from commenting on the trustee's potential liability under any of those statutes.

It should be stressed that the finding of the Court in the Lamford case with respect to personal liability of a trustee for environmental liability is based solely on an interpretation of a provision of the *Bankruptcy Act* and not an articulation of a general principle of law.

The Priority of Remedial Costs in a Bankruptcy

It was argued before the Court that there are three potential ways in which the costs of clean up of the site could be classified under the *Bankruptcy Act*: the cost of administration; a claim of the Crown; or a law of general application of the province which must be obeyed. Based on the facts in this situation, the Court decided that the remedial cost would not be a cost of administration or a claim of the Crown. It should again be noted that both these conclusions were reached based on the specific facts of this case and should not be regarded as general authority for whether or

dérées comme une jurisprudence générale pour savoir si le coût de mesures correctives dans le cadre d'autres lois sur l'environnement serait traité de la même façon.

Le tribunal s'est ensuite demandé si l'ordonnance, advenant qu'elle ne puisse être considérée comme une dépense au titre de l'administration ou une réclamation de Sa Majesté, pourrait être considérée comme une loi à laquelle le séquestre officiel ou un syndic doit obtempérer comme s'il s'agissait d'une loi d'application générale de la province.

Après avoir examiné l'affaire *Panamericana De Bienes Y Servicios S.A. c. Northern Badger Oil & Gas Limited* [1991] W.W.R. 577 (C.A. Alberta) et l'affaire *Canada Trust Company c. Bulora Corporation Limited* (1980) 34 C.B.R. (N.-É. 145), confirmé dans 39 C.B.R. (N.-É. 152) (Cour d'appel), le tribunal a décidé que l'ordonnance n'est pas inconciliable avec la *Loi sur la faillite* et que, par conséquent, elle lie l'actif. Le tribunal a donc maintenu que le séquestre officiel ou tout syndic qui accepte ce mandat devrait se conformer à l'ordonnance dans la mesure où l'actif le permet. Ce qui signifie en pratique que l'argent qui aurait autrement été à la disposition des créanciers du failli devrait servir à l'application de la loi.

Conclusion

Tout compte fait, même si les conclusions directes du tribunal sont propres à ce cas d'espèce et fondées sur une situation très inhabituelle, dans ses observations finales, le tribunal a dit clairement que les syndics doivent être protégés dans de telles situations, afin que le système puisse fonctionner. Voici ce que dit le tribunal :

[TRADUCTION] «Dans le choix des valeurs à privilégier en l'espèce, la protection de la santé et de la sécurité de la société doit l'emporter sur le droit des créanciers, comme ce fut le cas dans les affaires *Bulora* et *Panamericana*, mais il faut aussi, dans une société moderne, que le syndic soit en mesure d'assumer le mandat de liquider un actif insolvable.»

not any remedial costs under other environmental statutes would also be similarly treated.

The Court then went on to discuss whether or not the Order, if it could not be classified as an expense of administration or a Crown claim, could be classified as a law which must be obeyed by the Official Receiver or a trustee as a law of general application of the province.

After reviewing the case of *Panamericana De Bienes Y Servicios S.A. v. Northern Badger Oil & Gas Limited*, (1991) 5 W.W.R. 577 (Alta. C.A.) and the case of *Canada Trust Company v. Bulora Corporation Limited* (1980) 34 C.B.R. (N.S. 145), affirmed at 39 C.B.R. (N.S. 152) (Court of Appeal), the Court decided that the Order was not in conflict with the *Bankruptcy Act* and, therefore, was binding on the estate. The Court, accordingly, held that the Official Receiver or any trustee who accepts this appointment would have to comply with the Order to the extent that the assets of the estate will permit such compliance. As a practical matter, such compliance would end up being financed by funds which would otherwise be available to creditors of the bankrupt.

Conclusion

In conclusion, while the direct findings of the Court are quite fact specific and based on very unusual circumstances, in its closing remarks the Court expressed the clear recognition of the fact that trustees need to be protected in these situations in order for the system to function. The Court stated:

“ The balancing of values in this case falls in favour of protecting the health and safety of society over the rights of creditors, as it did in the *Bulora* and the *Panamericana* cases, but there is also a need in modern society for trustees to take on the duty of winding up insolvent estates.”

En l'espèce, le tribunal a réussi dans une certaine mesure à satisfaire les deux exigences, en ordonnant notamment que les honoraires du syndic soient déduits du montant à conserver pour que soit observée l'ordonnance. Toutefois, l'affaire montre également à quel point il peut être difficile de faire un choix entre des valeurs aussi inconciliables. Il faut absolument trouver une solution plus fiable et plus sûre de sorte que les syndics puissent remplir leurs mandats sans crainte pour leur responsabilité personnelle en cas de dommages à l'environnement qu'ils n'ont pas causés. Étant donné la multiplicité et la diversité des lois provinciales et fédérales concernant l'environnement, la seule solution viable à ce problème consistera probablement à prévoir dans la *Loi sur la faillite* une disposition selon laquelle le syndic ne peut être tenu personnellement responsable de dommages à l'environnement qui n'ont pas été causés par lui ou qui ne découlent pas de sa propre négligence ou inconduite délibérée. Il est à souhaiter qu'une telle protection soit incluse dans la version finale des modifications à la *Loi sur la faillite* si elles sont adoptées et au moment où elles le seront.

In this particular fact situation, the Court was able to go some measure in accommodating both needs, including ordering that the trustee's fees be deducted from the amount to be made available to satisfy the Order. However, the case also shows how difficult it can be to balance such conflicting values. There is a clear need for a more reliable and dependable solution so that trustees can carry out their mandated duties without worrying about personal liability for environmental damage they did not cause. Given the multiplicity and diversity of provincial and federal statutes governing the environment, the only viable solution to this problem would appear to be statutory protection under the *Bankruptcy Act* for trustees against personal exposure for environmental liabilities which were not caused by them or did not result from their own negligence or wilful misconduct. Hopefully, such protection would be included in the final version of the amendments to the *Bankruptcy Act* if and when they are enacted.

Une tendance souhaitable dans les décisions récentes des tribunaux de juridiction criminelle.

par Carol Childerson*

L'ordonnance de restitution contre un failli est un genre d'ordonnance qui a suscité beaucoup d'intérêt dernièrement. Cela est vrai surtout dans les cas où le failli a fait preuve de conduite irresponsable, et s'est livré à un ensemble d'activités ayant des effets dommageables pour les créanciers individuels, qui sont plus vulnérables.¹

Une telle ordonnance a été rendue récemment dans le cas suivant :

Robert Vernon Durward a fait sa première cession de biens en vertu de la Loi sur la faillite le 20 juin 1985 et son épouse, Ellen Marie, a aussi fait une cession de biens le même jour. Les dettes des faillis ont été contractées en Colombie-Britannique, où M. Durward travaillait dans une entreprise de rénovation (qui ne lui appartenait pas), et ils ont ensuite déménagé en Ontario, où ils ont fait faillite. Leurs dettes, en grande partie, des sommes dues sur cartes de crédit et des sommes dues au gouvernement, formaient un total déclaré d'environ 32 000 \$.

Robert Durward a fait sa deuxième faillite avec le même syndic en Ontario le 18 juin 1988. Ses dettes se rapportaient à une entreprise de rénovation et de construction qu'il exploitait sous le nom de R & D Home Improvements et son passif déclaré était d'environ 54 000 \$. Quatorze créanciers, dont les réclamations totalisaient 26 033,36 \$, ont déposé leur

Desirable Trends in Current Criminal Court Decisions.

by Carol Childerson*

The concept of restitution orders for bankrupts has recently attracted considerable interest. This is particularly so with respect to those cases which exhibit a demonstrable history of irresponsible behaviour, a pattern of activities having detrimental effects on vulnerable, individual creditors.¹

One such recent case is the following:

Robert Vernon Durward filed his first personal Assignment in Bankruptcy on June 20, 1985. His wife, Ellen Marie, filed her personal bankruptcy at the same time. The bankrupts' debts arose in British Columbia, where Mr. Durward was working in a renovating business — (not his own). They subsequently moved to Ontario, where they proceeded to file bankruptcy. The debts consisted largely of credit cards and amounts owed to the government, and the total liabilities indicated were approximately \$32,000.

Robert Durward filed his second bankruptcy with the same trustee in Ontario on January 18, 1988. His debts related to a renovation/ construction business he was operating under the name R&D Home Improvements. His liabilities were indicated as approximately \$54,000. Fourteen creditors, with claims

* Mme Childerson est séquestre officiel à Toronto.

1. N.D.L.R. Sur la nature de l'ordonnance de dédommagement (art. 725 du Code criminel) et ses effets à l'égard de l'article 69 de la Loi sur la faillite, voir *R. c. Fitzgibbon* [1990] 1 R.C.S. 1005.

* Ms. Childerson is an Official Receiver in Toronto.

1. Editor's Note: on the nature of the compensation order (S. 725 of the Criminal Code) and its impacts with reference to S. 69 of the *Bankruptcy Act*, see *R. v. Fitzgibbon* [1990] 1 S.C.R. 1005.

preuve de réclamation. De ces créanciers, dix étaient de petits propriétaires de maison.

Pendant sa deuxième faillite, Durward a été interrogé sous serment par le séquestre officiel, qui le questionna alors sur la maison de Mississauga que lui et sa famille habitaient. Il a répondu que la maison, qui était au nom de son épouse, avait été achetée en septembre 1986 (soit seulement trois mois après sa libération et celle de sa femme de leur première faillite) avec un paiement initial de 15 000 \$ comptant, qui provenait des économies de son épouse et d'un montant fourni par les parents de cette dernière. Il a aussi déclaré que l'hypothèque avait été contractée par son épouse. Il n'a pas révélé au syndic qu'il avait contribué financièrement à la propriété de Mississauga.

Une enquête fut menée par la Gendarmerie Royale du Canada et Robert Vernon Durward fut accusé, le 30 octobre 1989, d'avoir refusé de dire toute la vérité en réponse aux questions légitimes posées par le séquestre officiel (art.198 (c) L.F.) et d'avoir caché frauduleusement des biens (art.198 (g) L.F.). On a allégué qu'il avait un intérêt financier dans la maison qui était au nom de sa femme et qu'il avait tenté de cacher cet intérêt, avec l'intention de frauder ses créanciers. En fait, l'enquête a révélé que le paiement initial sur la maison et les paiements périodiques d'hypothèque étaient faits par lui à même les fonds de son entreprise. Le 14 septembre 1990, il a comparu devant la Cour provinciale de Brampton : il a plaidé coupable à l'accusation en vertu de l'article 198 g) et l'accusation selon l'article 198 c) a été retirée.

En rendant sa décision, M. le juge J.D. Smith, de la Cour provinciale, a considéré le fait que M. et Madame Durward partageaient une valeur nette réelle d'environ 70 000 \$ dans la maison de Mississauga, qu'ils ont ensuite augmentée en une valeur nette réelle de 100 000 \$ en achetant et vendant deux maisons subséquentes. Il a aussi considéré qu'un montant d'environ 30 000 \$ était dû aux créanciers dans la deuxième faillite, et qu'il y avait un bien, la valeur nette réelle d'une propriété, dont on pourrait disposer au profit des créanciers.

totalling \$26,033.36, proved their claims. Of those, ten were small homeowners.

During the course of his second bankruptcy, Durward was examined under oath by the Official Receiver. At that time, Durward was asked about the house in Mississauga where he and his family were living. He told the Official Receiver that the house which was in his wife's name was purchased in September 1986 (this is only three months after his and his wife's discharge from the first bankruptcy) with a down payment of \$15,000 cash from his wife's savings, together with some money from her parents. Durward stated further that the mortgage was his wife's. Mr. Durward failed to disclose to the trustee that he had made any financial contribution to the Mississauga property.

An investigation was conducted by the Royal Canadian Mounted Police and Robert Vernon Durward was charged, on October 30, 1989, with refusing to answer fully and truthfully all proper questions put to him by the Official Receiver (S. 198(c) Bankruptcy Act) and with concealing property with intent to defraud (S. 198(g) B.A.) The allegation was that Durward did have a financial interest in the house which was in his wife's name and that he had attempted to conceal that interest, with the intention of defrauding his creditors. In fact, the investigation revealed that the down payment on the house and the regular mortgage payments were made by Mr. Durward from his business funds. On September 14, 1990, Durward appeared in Brampton Provincial Court: he pled guilty to the Section 198(g) offence and the 198(c) charge was withdrawn.

Judge J. D. Smith of the Provincial Court, in making his decision, considered the fact that Mr. and Mrs. Durward had approximately \$70,000 in shared equity in the Mississauga house, which they then increased to a shared equity of \$100,000 by the purchase and sale of two subsequent homes. He also considered the fact that approximately \$30,000 was owing to creditors in the second bankruptcy, and that there existed an asset, equity in a property, that could provide a recovery for the creditors.

Le juge Smith a imposé une sentence suspendue avec probation de deux ans aux conditions suivantes :

- garder la paix et avoir une bonne conduite;
- se rapporter immédiatement à un officier de probation;
- faire 250 heures de service communautaire;
- restituer, dans un délai d'un an à compter de la date de l'ordonnance, 30 000 \$ à l'actif de faillite.

Ce cas démontre que le fait de mettre au nom de son époux ou épouse des biens dans lesquels on a un intérêt n'apporte pas toujours la protection désirée. Le tribunal peut décider, comme dans le présent cas, de rendre une ordonnance de restitution qui pourrait être exécutée en cas de disposition d'un certain bien. Si on considère que ces ordonnances peuvent donner au public une plus grande confiance dans la justice du système de faillite et que les créanciers les plus vulnérables dans une faillite se trouvent ainsi mieux protégés, il est indéniable que ces ordonnances de restitution ont une grande valeur pour ceux et celles qui sont impliqués dans le domaine de la faillite.

Judge Smith imposed a suspended sentence with a two year probation order consisting of the following terms:

- keep the peace and be of good behaviour
- report to a Probation Officer forthwith
- do 250 hours of community service
- provide restitution of \$30,000 to the bankruptcy estate to be paid within one year from the date of the order.

This case demonstrates that putting assets, in which one has a financial interest, in a spouse's name does not always provide the desired protection. The court may decide, as in this case, to make a restitution order that could be paid were the asset realized. The value of such restitution orders to the community at large, both in terms of the public perception of justice in the bankruptcy system, and in terms of protection of the more vulnerable members of the community, is undeniable.

STATISTIQUES

STATISTICS

FAILLITES

BANKRUPTCIES

ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES DÉPOSÉES AU COURS DES MOIS DE FÉVRIER 1992 & 1991
COMPARATIVE ANALYSIS OF TOTAL BANKRUPTCIES FILED IN THE MONTHS OF FEBRUARY 1992 & 1991

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current Month			Cumul pour l'année Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	51	12	63	(76)	97	31	128	(136)
N.-É./N.S.	141	75	216	(203)	313	158	471	(406)
I.P.-É./P.E.I.	3	4	7	(6)	5	4	9	(8)
N.-B./N.B.	45	23	68	(87)	91	47	138	(140)
Québec	1,570	447	2,017	(2,061)	3,048	874	3,922	(4,075)
Ontario	2,503	290	2,793	(2,383)	4,751	638	5,389	(4,588)
Manitoba	198	27	225	(215)	401	65	466	(487)
Saskatchewan	111	47	158	(193)	281	91	372	(381)
Alberta	513	84	597	(556)	1,057	206	1,263	(1,148)
C.-B./B.C.	443	108	551	(469)	885	226	1,111	(915)
T.N.-O./N.W.T.	3	1	4	(0)	4	2	6	(0)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	5,581	1,118	6,699	(6,249)	10,933	2,342	13,275	(12,284)

PROPOSITIONS

PROPOSALS

Février 1992

February 1992

	Mois courant Current month	Cumul pour l'année Yearly to date
	T.-N./Nfld.	0
N.-É./N.S.	2	2
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	0	0
Québec	20	46
Ontario	101	159
Manitoba	0	0
Saskatchewan	0	0
Alberta	2	4
C.-B./B.C.	2	5
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	127	216

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE FÉVRIER 1992, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF FEBRUARY 1992, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant		Cumul pour l'année	
	Current month		Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	1	9,700	7	77,036
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	1	29,400	1	29,400
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	1	217,319
Industries de la construction Construction industries.....	2	82,526	3	284,026
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	130,318	3	222,771
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	1	223,401	1	223,401
Industries du commerce de détail Retail trade industries	5	98,744	7	155,907
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	2	42,160
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	3	90,986
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	1	45,457
Autres industries de services Other service industries	1	33,710	2	71,511
Total	12	607,799	31	1,459,974

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant		Cumul pour l'année	
	Current Month		Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	2,966,694	3	3,150,419
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries	21	981,566	37	1,520,965
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	2	125,030	3	173,582
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	3	1,128,833	9	1,360,104
Industries de la construction				
Construction industries.....	8	578,584	14	3,270,902
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	4	82,793	12	1,927,236
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	1	42,476	1	42,476
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	3	84,292
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	15	1,018,143	30	4,275,600
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	1	3,864,672	1	3,864,672
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	4	1,046,803	7	1,553,479
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	4	276,174	11	746,157
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	4	5,108,668
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	5	2,118,783	11	4,490,082
Autres industries de services				
Other service industries	5	239,573	12	566,893
Total	75	14,470,124	158	32,135,527

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	2	58,909	2	58,909
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	1	15,287	1	15,287
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	1	53,596	1	53,596
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	4	127,792	4	127,792

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	1	1,001	2	2,002
Industries de la construction Construction industries.....	1	510,443	5	898,417
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	1	87,990
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	4	289,222
Industries du commerce de détail Retail trade industries	9	3,544,862	12	3,738,946
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	2	34,710
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	3	690,924	3	690,924
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	170,230	1	170,230
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	4	374,681	9	1,092,348
Autres industries de services Other service industries	4	131,095	8	739,782
Total	23	5,423,236	47	7,744,571

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	251,942	7	596,533
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	8	334,121	14	796,646
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	49	8,990,868	101	24,075,090
Industries de la construction Construction industries.....	40	6,211,259	77	18,650,690
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	20	1,367,618	37	3,263,165
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	30,090	1	30,090
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	45	34,382,840	88	53,130,504
Industries du commerce de détail Retail trade industries	111	18,249,330	199	32,414,480
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	1	4,211,669	7	80,007,227
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	8	7,349,529	20	24,484,268
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	21	6,354,507	49	15,317,065
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	23,844	1	23,844
Industries des services d'enseignement Educational service industries	1	58,126	1	58,126
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	21	7,851,334	29	8,609,913
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	70	26,743,796	151	35,793,893
Autres industries de services Other service industries	46	5,430,377	92	27,574,494
Total	447	127,841,250	874	324,826,028

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	4	1,137,161	6	1,321,640
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	1	30,000	4	305,336
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	121,825	2	121,825
Industries manufacturières Manufacturing industries	20	10,103,810	47	20,997,812
Industries de la construction Construction industries.....	66	243,286,973	119	250,506,407
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	16	2,157,346	34	7,788,937
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	62,126	2	91,636
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	18	3,588,883	51	12,263,533
Industries du commerce de détail Retail trade industries	67	14,046,981	163	33,714,481
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	9	7,394,505	11	9,010,621
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	6	2,045,790	14	12,811,514
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	16	2,167,069	36	6,204,712
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	1	47,850
Industries des services d'enseignement Educational service industries	1	13,040	2	169,971
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	3	2,766,766	8	4,430,859
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	35	9,082,017	77	13,168,619
Autres industries de services Other service industries	25	17,424,107	61	32,502,654
Total	290	315,428,399	638	405,458,407

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilités* \$	Nombre Number	Passif* Liabilités* \$
MANITOBA				
<i>Industries agricoles et de services connexes</i>				
Agriculture & related service industries	0	0	1	9,035
<i>Industries de la pêche et du piégeage</i>				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
<i>Industries de l'exploitation forestière et services forestiers</i>				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
<i>Industries des mines, carrières et puits de pétrole</i>				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
<i>Industries manufacturières</i>				
Manufacturing industries	0	0	5	1,216,481
<i>Industries de la construction</i>				
Construction industries.....	1	155,983	5	1,737,345
<i>Industries du transport et de l'entreposage</i>				
Transportation & storage industries.....	1	64,040	5	623,478
<i>Industries des communications et des services publics</i>				
Communication & other utility industries	0	0	0	0
<i>Industries du commerce de gros</i>				
Wholesale trade industries.....	2	1,644,782	4	1,745,380
<i>Industries du commerce de détail</i>				
Retail trade industries	9	1,525,511	22	69,947,153
<i>Industries des intermédiaires financiers et des assurances</i>				
Finance & Insurance industries	0	0	1	145,835
<i>Industries services immobiliers et agences d'assurances</i>				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	3	1,760,679	4	2,073,636
<i>Industries des services aux entreprises</i>				
Business service industries.....	4	834,174	5	857,494
<i>Industries des services gouvernementaux</i>				
Government service industries	0	0	0	0
<i>Industries des services d'enseignement</i>				
Educational service industries	0	0	0	0
<i>Industries des services de soins santé et services sociaux</i>				
Health & social service industries.....	0	0	0	0
<i>Industries de l'hébergement et de la restauration</i>				
Accommodation food & beverage service industries	5	361,398	7	475,242
<i>Autres industries de services</i>				
Other service industries	2	261,922	6	583,928
Total	27	6,608,489	65	79,415,007

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	21	3,224,367	42	7,653,204
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	5	404,862	7	873,957
Industries de la construction Construction industries.....	1	229,344	2	332,160
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	1	136,700	1	136,700
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	10	6,677,211	21	7,164,836
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	2	462,819	2	462,819
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	387,451	2	2,070,197
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	4	552,234	4	552,234
Autres industries de services Other service industries	2	54,688	10	1,259,074
Total	47	12,129,676	91	20,505,181

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	8	730,800	14	1,785,437
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	1,766,145	8	3,882,847
Industries manufacturières Manufacturing industries	6	3,159,953	13	3,822,082
Industries de la construction Construction industries.....	11	1,215,007	36	8,366,965
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	9	877,167	22	3,344,789
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	92,635	3	230,872
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	2	57,895	9	687,078
Industries du commerce de détail Retail trade industries	24	2,984,896	46	12,927,543
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	1	2,156,900	1	2,156,900
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	1	103,468	4	594,320
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	5	567,596	15	1,614,629
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	1	16,861	1	16,861
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	2	870,231	5	995,641
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	7	962,836	17	7,620,905
Autres industries de services Other service industries	4	415,507	12	971,842
Total	84	15,977,897	206	49,018,711

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	1	125,600	1	125,600
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	1	119,000	1	119,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	7	682,720	14	2,021,138
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	13	5,611,022	21	13,584,095
Industries de la construction Construction industries.....	14	1,069,625	36	4,253,996
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	7	565,933	16	842,896
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	217,562	2	251,896
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	458,414	12	1,072,432
Industries du commerce de détail Retail trade industries	18	3,103,701	42	5,996,526
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	2	753,591	5	1,498,333
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	2	262,697	6	527,764
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	11	1,964,920	22	14,362,513
Industries des services gouvernementaux Government service industries	2	148,737	2	148,737
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	2	606,375	2	606,375
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	15	1,057,121	27	2,747,774
Autres industries de services Other service industries	8	916,458	17	3,704,164
Total	108	17,663,476	226	51,863,239

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	1	95,361	1	95,361
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	1	224,524
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	1	95,361	2	319,885

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	40	8,436,564	74	14,641,868
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	25	1,169,175	47	1,775,910
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	19	1,201,271	36	3,326,102
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	4	1,887,970	10	4,004,672
Industries manufacturières Manufacturing industries	97	29,400,349	206	66,148,942
Industries de la construction Construction industries.....	146	253,450,392	299	288,411,556
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	59	5,381,915	131	18,237,962
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	5	444,889	9	646,970
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	72	40,356,215	172	69,495,842
Industries du commerce de détail Retail trade industries	268	51,249,379	543	170,559,996
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	14	18,381,337	28	96,718,298
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	29	13,722,709	62	43,240,884
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	61	12,164,440	138	39,102,570
Industries des services gouvernementaux Government service industries	3	172,581	4	220,431
Industries des services d'enseignement Educational service industries	3	88,027	4	244,958
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	30	12,652,387	54	22,082,869
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	146	41,306,462	305	66,040,150
Autres industries de services Other service industries	97	24,907,437	220	67,974,342
Total	1,118	516,373,499	2,342	972,874,322

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	17	3	0	20	398,575	827,195
AUTRES/OTHERS	34	9	0	43	407,895	797,382
TOTAL	51	12	0	63	806,470	1,624,577
N.-É./N.S.						
HALIFAX	48	27	2	77	19,847,875	19,771,543
SYDNEY	17	2	0	19	228,000	364,325
SYDNEY MINES	1	0	0	1	9,900	21,368
AUTRES/OTHERS	75	46	0	121	4,226,572	7,373,118
TOTAL	141	75	2	218	24,312,347	27,530,354
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	0	2	0	2	16,150	68,883
AUTRES/OTHERS	3	2	0	5	150,101	206,156
TOTAL	3	4	0	7	166,251	275,039
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	5	0	0	5	87,600	106,831
MONCTON	12	9	0	21	847,621	1,693,941
SAINT-JOHN	12	1	0	13	598,881	647,440
AUTRES/OTHERS	16	13	0	29	2,705,437	4,413,670
TOTAL	45	23	0	68	4,239,539	6,861,882
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	3	0	0	3	5,300	34,175
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	21	11	0	32	2,412,578	3,192,934
DRUMMONDVILLE	11	2	0	13	52,800	221,150
GRANBY	21	6	0	27	252,867	787,302
HULL/GATINEAU/AYLMER	94	17	1	112	2,194,412	3,468,066
MONTRÉAL	719	167	5	891	51,944,400	148,491,453
QUÉBEC	140	30	4	174	5,047,813	9,318,643
RIMOUSKI	13	1	0	14	139,300	268,728
ROUYN	8	3	0	11	335,700	807,195
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	12	1	0	13	395,400	543,914
SHAWINIGAN	9	1	0	10	155,418	402,502
SHERBROOKE	23	14	0	37	698,430	2,133,723
SOREL	6	2	0	8	235,740	361,490
ST-HYACINTHE	3	2	0	5	41,750	135,722
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	20	6	0	26	106,076	1,891,254
ST-JERÔME	12	4	0	16	77,502	245,961
THETFORD MINES	6	2	0	8	37,550	141,770
TROIS-RIVIÈRES	18	10	1	29	901,740	1,690,629
VICTORIAVILLE	10	7	0	17	288,722	1,016,599
AUTRES/OTHERS	421	161	9	591	27,121,298	55,381,209
TOTAL	1,570	447	20	2,037	92,444,796	230,534,419

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	42	2	0	44	1,484,011	2,266,252
BELLEVILLE	6	0	3	9	7,802	144,314
BRANTFORD	23	7	0	30	631,306	1,279,890
BROCKVILLE	1	0	0	1	510	13,796
CHATHAM	17	0	1	18	256,450	509,464
CORNWALL	21	1	0	22	912,254	1,070,094
GUELPH	20	1	0	21	1,076,125	1,554,265
HAMILTON	132	13	0	145	5,708,540	9,504,383
KINGSTON	29	3	8	40	523,396	1,367,050
KITCHENER	75	12	2	89	2,638,452	8,226,675
LONDON	73	11	5	89	2,040,191	3,558,378
MIDLAND	10	1	0	11	549,472	779,259
NORTH BAY	32	1	0	33	717,600	1,116,950
ORILLIA	3	2	0	5	304,700	281,396
OSHAWA	97	12	4	113	9,885,335	20,209,255
OTTAWA	139	32	12	183	3,965,642	11,860,129
OWEN SOUND	1	1	0	2	93,800	151,634
PETERBOROUGH	22	2	0	24	1,660,550	1,508,568
SARNIA	17	1	0	18	1,257,002	1,991,457
SAULT-STE-MARIE	19	1	0	20	515,801	954,831
ST-CATHARINES/NIAGARA	65	8	0	73	2,963,827	4,323,013
STRATFORD	5	1	0	6	323,084	868,849
SUDBURY	25	0	0	25	462,828	900,988
THUNDER BAY	8	0	2	10	41,698	224,702
TORONTO	968	84	46	1,098	62,089,901	363,769,763
TRENTON	7	1	0	8	151,175	239,637
WINDSOR	32	2	2	36	648,846	1,736,768
AUTRES/OTHERS	614	91	16	721	48,174,994	75,849,430
TOTAL	2,503	290	101	2,894	149,085,292	516,261,190
MANITOBA						
WINNIPEG	158	17	0	175	8,119,225	13,054,695
AUTRES/OTHERS	40	10	0	50	1,079,080	1,782,361
TOTAL	198	27	0	225	9,198,305	14,837,056
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	8	5	0	13	434,150	671,365
PRINCE ALBERT	4	0	0	4	55,400	105,719
REGINA	32	9	0	41	1,830,309	2,887,433
SASKATOON	38	10	0	48	5,496,300	8,743,173
AUTRES/OTHERS	29	23	0	52	2,153,358	4,589,128
TOTAL	111	47	0	158	9,969,517	16,996,818

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN FÉVRIER 1992
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN FEBRUARY 1992
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	224	21	1	246	9,888,237	17,509,098
EDMONTON	119	24	0	143	4,973,532	9,576,523
MEDICINE HAT	12	3	0	15	512,185	538,651
AUTRES/OTHERS	158	36	1	195	7,258,028	8,694,526
TOTAL	513	84	2	599	22,631,982	36,318,798
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	3	0	0	3	127,525	173,044
COURTENAY	4	3	0	7	54,089	331,905
KAMLOOPS	11	0	0	11	28,535	169,379
KELOWNA	14	6	0	20	265,348	770,460
NANAIMO	10	3	0	13	254,155	518,117
PRINCE-GEORGE	17	0	0	17	231,485	383,243
TERRACE	6	0	0	6	67,425	201,650
VANCOUVER	237	55	1	293	4,180,849	22,420,202
VERNON	1	1	0	2	70,630	103,421
VICTORIA	47	5	0	52	937,848	1,465,053
AUTRES/OTHERS	93	35	1	129	2,111,127	5,703,217
TOTAL	443	108	2	553	8,329,016	32,239,691
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	3	1	0	4	114,600	184,632
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	5,581	1,118	127	6,826	321,298,115	883,664,456

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de février 1992

Provinces participantes

Report for the month of
February 1992

Participating Provinces

	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Île du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	71	18	3	19	85	8	204
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	321,448.92	130,097.23	41,878.84	59,103.14	Ø	16,893.47	569,421.60
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	21,638.27	271,144.10	95,212.00	58,220.27	271,136.00	500.00	717,850.64
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	51	18	3	4	12	3	91
Total number of terminations and defaults during the month							